



Le discours sur l'état de l'Union de la Présidente von der Leyen: tracer la voie pour sortir de la crise du coronavirus et choisir notre avenir

Bruxelles, le 16 septembre 2020

STATE OF THE UNION 2020

La Présidente de la Commission européenne, Ursula **von der Leyen**, a promis aujourd'hui que la Commission piloterait une reprise durable et porteuse de transformations, qui donnera à l'Europe une assise mondiale pour jouer un rôle de premier plan dans les domaines économique, environnemental et géopolitique.

POINTS PRINCIPAUX

La réaction à la crise du coronavirus — et protéger la santé dans l'Union à l'avenir

La Présidente a appelé à tirer les enseignements de la crise, en déclarant que l'Europe devait construire une Union européenne de la santé qui soit plus forte, grâce à un programme «L'UE pour la santé» pérenne et doté d'un financement adéquat, à une Agence européenne du médicament (EMA) renforcée et à un Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) aux pouvoirs accrus.

Elle s'est engagée à créer une agence de recherche et de développement biomédicaux avancés au niveau européen, afin d'augmenter la capacité de l'Europe à faire face aux menaces sanitaires transfrontalières. La présidente a invité à examiner, à l'occasion de la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe, la question de nouvelles compétences à conférer à l'UE en matière de santé.

Une Union qui protège

La Présidente **von der Leyen** a souligné l'importance de renforcer l'économie sociale de marché en Europe et de protéger les travailleurs et les entreprises contre les chocs extérieurs. Elle a promis de proposer un cadre juridique pour l'instauration de salaires minimum, en soulignant que *«le salaire minimum fonctionne — et il est le temps que le travail paie»*.

La présidente s'est engagée à prendre des mesures pour stimuler le marché unique, renforcer l'Union économique et sociale, rétablir le bon fonctionnement de l'espace Schengen, actualiser la stratégie industrielle de l'UE et adapter son cadre de concurrence.

Pacte vert pour l'Europe – réduire les émissions d'au moins 55 % d'ici à 2030

La présidente a révélé que la Commission européenne propose de porter l'objectif de réduction des émissions pour 2030 de 40 % à au moins 55 %. Cela mettra l'UE sur la voie de la neutralité climatique d'ici à 2050 et du respect de ses obligations découlant de l'accord de Paris. Le **Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières** incitera d'autres parties à suivre l'exemple de l'Europe.

D'ici l'été prochain, la Commission révisera toute la législation de l'Union sur le climat et l'énergie afin de l'adapter à l'objectif de 55 %.

La présidente a en outre annoncé que 30 % des 750 milliards d'euros du budget #NextGenerationEU seraient levés au moyen d'obligations vertes; et que 37 % des fonds seraient consacrés aux objectifs

du Pacte vert pour l'Europe, notamment dans des projets européens phares (hydrogène, bâtiments écologiques et création d'un million de bornes de recharge électrique).

Elle a appelé à la création d'un nouveau «Bauhaus européen», un espace de co-crédation dans lesquels les architectes, les ingénieurs et les concepteurs pourront faire naître le style architectural de notre époque, qui sera le reflet de nos aspirations à faire de l'Europe le premier continent neutre sur le plan climatique.

La décennie numérique de l'Europe

Mme **von der Leyen** a souligné que *«l'Europe doit montrer la voie à suivre dans le domaine du numérique, sinon elle sera contrainte de s'aligner sur d'autres acteurs»*. Elle a appelé à établir un plan commun pour l'Europe numérique, avec des objectifs clairement définis pour 2030, notamment en matière de connectivité, de compétences et de services publics numériques. Elle a également annoncé que l'UE investirait 20 % du budget de NextGenerationEU dans le numérique.

Une Europe pleine de vitalité dans un monde fragile

La présidente a appelé à revitaliser et à réformer le système multilatéral, notamment l'ONU, l'OMC et l'OMS. Elle s'est engagée à ce que la Commission propose une «loi Magnitsky» et a exhorté les États membres à adopter le vote à la majorité qualifiée pour les questions concernant les relations extérieures *«du moins en ce qui concerne les droits de l'homme et la mise en œuvre de sanctions»*.

Évoquant un *«nouveau départ avec de vieux amis»*, la Présidente a déclaré que l'Europe était prête à élaborer un nouveau programme transatlantique avec les États-Unis et à conclure un accord avec le Royaume-Uni, à condition que ce dernier respecte l'accord de retrait, *«une question de droit, de confiance et de bonne foi»* sur laquelle *«nous ne reviendrons jamais»*.

La présidente s'est engagée à présenter un plan de relance économique pour les Balkans occidentaux et a souligné l'importance des relations entre l'Europe et l'Afrique, qui ne sont *«pas seulement [des] voisins, mais des partenaires naturels»*.

Enfin, Mme **von der Leyen** a promis que l'Europe ferait *«usage de notre puissance diplomatique et de notre influence économique pour négocier des accords qui font la différence»* sur les questions éthiques, les droits de l'homme et l'environnement. Elle a précisé que l'Union souhaitait un accord mondial sur la **fiscalité numérique**, mais qu'elle agirait seule si aucun résultat n'était obtenu: Nous souhaitons que l'Europe joue, au niveau mondial, le rôle de défenseur de l'équité.

Un nouveau Pacte sur la migration

La présidente a indiqué que, la semaine prochaine, la Commission allait présenter son nouveau Pacte sur la migration, l'approche choisie étant fondée sur l'humanité, la solidarité et une *«distinction claire entre les personnes qui ont le droit de rester et celles qui ne jouissent pas de ce droit»*. Elle a promis que la Commission allait *«intensifier ses efforts en la matière et prendre ses responsabilités»* afin de faire face à la situation après l'incendie du camp de Moria, mais elle a précisé que: *«si nous intensifions nos efforts, nous attendons des États membres qu'ils intensifient eux aussi leurs efforts... La migration constitue un défi européen et c'est l'ensemble de l'Europe qui doit y prendre part.»*

État de droit

La Présidente a indiqué que la Commission adopterait avant la fin du mois de septembre son premier rapport annuel sur l'état de droit, couvrant tous les États membres. La Présidente **von der Leyen** s'est engagée à faire en sorte que les fonds de l'UE soient dépensés tout en garantissant le respect de l'état de droit.

Lutte contre le racisme, contre les crimes de haine et contre les discriminations

La Présidente **von der Leyen** a annoncé que la Commission allait présenter un Plan d'action européen contre le racisme, renforcer la législation en matière d'égalité raciale et étendre la liste des infractions prévues par la législation de l'UE à toutes les formes de crimes de haine et de discours de haine, qu'ils se fondent sur la race, la religion, le genre ou la sexualité. La Commission désignera aussi son tout premier coordinateur en matière de lutte contre le racisme. Elle présentera une stratégie visant à renforcer les droits des personnes LGBTQI et encouragera la reconnaissance

mutuelle des relations familiales dans l'UE.

Lettre d'intention

Le discours de la Présidente **von der Leyen** s'accompagne d'une [lettre d'intention](#) adressée au Président du Parlement européen, David Sassoli, et à la chancelière allemande, Angela Merkel, qui exerce la présidence tournante du Conseil. Cette lettre d'intention présente une liste d'initiatives que la Commission européenne entend présenter au cours de l'année à venir, afin de réaliser les objectifs énoncés dans le discours, qui est disponible en ligne en [anglais](#), en [français](#) et en [allemand](#) et qui sera bientôt disponible dans toutes les langues de l'UE.

De plus amples informations sont disponibles sur la [page web dédiée](#) et dans une [fiche d'information](#) résumant les principales initiatives présentées dans le discours sur l'état de l'Union de 2020.

Pour en savoir plus sur la manière dont la Commission **von der Leyen** a tenu ses engagements au cours de la première année de son mandat, cliquez [ici](#).

IP/20/1657

Personnes de contact pour la presse:

[Eric MAMER](#) (+32 2 299 40 73)

[Dana SPINANT](#) (+32 2 299 01 50)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)